



**HAL**  
open science

## Introduction - Le Voyage des Républiques anglaises dans l'espace européen XVIIe-XVIIIe siècles

Myriam-Isabelle Ducrocq

### ► To cite this version:

Myriam-Isabelle Ducrocq. Introduction - Le Voyage des Républiques anglaises dans l'espace européen XVIIe-XVIIIe siècles. *Philosophical enquiries: revue des philosophies anglophones*, 2017, Le Voyage des Républiques anglaises dans l'espace européen XVIIe-XVIIIe siècles, 8, pp.1-20. hal-01640713

**HAL Id: hal-01640713**

**<https://hal.parisnanterre.fr/hal-01640713>**

Submitted on 16 Jul 2018

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# Introduction - Le Voyage des Républiques anglaises dans l'espace européen aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles

(Myriam-Isabelle Ducrocq, Université de Paris Nanterre/IRCL)

I do not feel that I am surrounded, in the Forum or on the Rostra, by one people alone, whether Roman or Athenian, but that, with virtually all of Europe attentive, in session, and passing judgment, I have in the First Defence spoken out and shall in the Second speak again to the entire assembly and council of all the most influential men, cities, and nations everywhere. I seem now to have embarked on a journey and to be surveying from on high far-flung regions and territories across the sea, faces numberless and unknown, sentiments in complete agreement with mine. (John Milton, *Defensio Secunda pro Populo Anglicano*)<sup>1</sup>

Il y a une dizaine d'années, l'historienne Annie Jourdan écrivait :

Aujourd'hui, une majorité des Français sont si fiers de leur Révolution, qu'ils en oublient qu'il y eut d'illustres précédents avant 1789. Soit parce qu'ils en ignorent l'existence ; soit parce qu'ils les attribuent à l'expansion révolutionnaire et napoléonienne, ainsi que le propagent du reste les manuels scolaires et la presse grand public, marqués au sceau d'une complaisance franco-centriste, apparemment indéradicable. Il n'est pas jusqu'aux grands spécialistes de la période, quelle que soit leur école historique, qui n'inscrivent la Révolution dans le registre de l'exceptionnel. Et il en est même pour réduire les autres révolutions continentales à une stature lilliputienne, voire à leur dénier tout caractère 'révolutionnaire'<sup>2</sup>.

La Première Révolution anglaise n'est pas le moindre de ces précédents : elle aussi vit une révolution enfanter une république. Elle commença par les guerres civiles qui opposèrent entre 1642 et 1649 le roi Charles Ier, tenant d'un absolutisme sans concession, à son Parlement, tenant de réformes politiques et religieuses radicales. L'effondrement de la

---

<sup>1</sup> John Milton, *Defensio Secunda pro Populo Anglicano* [1654], trad. H. North, in *John Milton*, S. Orgel et J. Goldberg (eds.), Oxford University Press, 1990, pp. 309-310.

<sup>2</sup> Annie Jourdan, *La Révolution: une exception française ?*, Paris, Champ Flammarion, 2004, pp. 279-80.

monarchie Stuart a fait l'objet de nombreuses interprétations historiographiques qu'il serait impossible de résumer ici. On a pu mettre l'accent sur le facteur religieux et sur le rôle du puritanisme (S.R. Gardiner au XIXe siècle), sur le conflit de classe entre l'aristocratie et la *gentry* (R.H. Tawney et Lawrence Stone), sur la contestation de l'ordre établi, dont le radicalisme religieux était un signe (Christopher Hill), tandis que pour les historiens dits 'révisionnistes', les guerres civiles résulteraient plutôt d'une combinaison fortuite d'événements (Conrad Russell, John Morrill). Plus récemment, on doit à David Cressy une étude remarquable du processus d'érosion de l'autorité politique et religieuse au cours des années précédant la Révolution, ainsi que de ses symptômes sociaux à la veille du conflit<sup>3</sup>. Si les guerres civiles ont vu naître des revendications qui portaient sur les inégalités sociales et sur l'exclusion politique de certaines catégories de la population, il ne semble pas qu'elles aient directement résulté d'une crise de subsistance, pourtant fréquentes en Europe dans la première moitié du dix-septième siècle, ainsi que l'ont souligné des historiens attentifs aux conditions socio-économiques de l'histoire politique<sup>4</sup>.

Face à la contestation grandissante, Charles I<sup>er</sup> avait cessé de convoquer le Parlement et avait entamé un « règne personnel » qui dura de 1629 à 1640. En 1637, il dut livrer la guerre aux Écossais presbytériens qui refusaient la réforme de l'Église nationale d'Écosse (*Kirk*) sur le modèle anglican que celui-ci tentait de leur imposer. La « guerre des évêques » (*Bishops' War*) se solda par un échec du côté anglais et c'est pour y faire face que le roi convoqua à nouveau deux parlements en 1640. Le conflit constitutionnel et religieux qui s'ensuivit à partir de 1642 plongea les Îles Britanniques dans des années de guerres civiles remportées par la *New Model Army* et ses régiments de militants puritains au service du Parlement.

C'est à ses généraux, au premier rang desquels Oliver Cromwell, qu'incomba la mission d'organiser la paix. Après une période de captivité, Charles I<sup>er</sup> fut jugé et condamné à la décapitation. A sa mort le 30 janvier 1649, les fondements de l'ancienne constitution et notamment son pilier religieux, l'Église d'Angleterre, semblaient avoir vécu : le 4 janvier, le Parlement croupion (*Rump Parliament*), expurgé de ses membres les plus conservateurs, avait reconnu le principe de la souveraineté du peuple et le droit des Communes à légiférer sans le roi ni la chambre des Lords<sup>5</sup>. Le régime institué au lendemain de l'exécution du roi fut nommé *Commonwealth*. Le terme, ainsi que celui de *commonweal*, était l'une des deux

---

<sup>3</sup> David Cressy, *England on Edge. Crisis and Revolution 1640-42*, Oxford University Press, 2006.

<sup>4</sup> Christopher Hill, *The Century of Revolution. 1603-1714*, Norton, 1980 (1961), p. 101 ; Keith Wrightson *Earthly Necessities. Economic Lives in Early Modern Britain 1450-1750*, Penguin, 2002, p. 222.

<sup>5</sup> J. P. Kenyon, *The Stuart Constitution. Documents and Commentary*, Cambridge University Press, 1986, p. 252 ; Mark Kishlansky, *Monarchy Restored 1603-1714*, Harmondsworth, Penguin, 1998.

versions saxonnes du latin *res publica* qui, au cours des siècles en étaient venues à désigner la communauté politique anglaise toute entière. On en trouve l'exemple le plus célèbre dans le traité de Sir Thomas Smith, *De Republica Anglorum* au titre latin, mais écrit en langue vernaculaire, où le juriste et conseiller de la reine Elizabeth I<sup>re</sup> déclare vouloir étudier les principes des « commonwealths or governments »<sup>6</sup>. Comme le notait Luc Borot dans un article récent, la polysémie du terme a permis de l'adapter à divers contextes rhétoriques et idéologiques<sup>7</sup>. En 1649, il désigna le régime républicain en train de s'inventer, de façon moins provocatrice toutefois que le terme de « republic » trop explicitement attaché à la République romaine dans les esprits<sup>8</sup>. Il reposait sur l'autorité des généraux de l'Armée, adossée à celle d'un Parlement unicaméral.

Le régime fut de courte durée, puisqu'en 1653, Cromwell ordonna que l'on dispersât les membres du Parlement qui continuaient d'y siéger. Cet acte d'autoritarisme fut l'acte de naissance du Protectorat. *The Instrument of Government*, parfois considéré comme la première constitution écrite d'Angleterre<sup>9</sup>, en fixait les principes. Le régime reconnaissait officiellement la légitimité du Parlement, dont l'élection reposait sur un découpage des circonscriptions plus équitables qu'auparavant. En revanche, il restait placé sous l'égide de Cromwell et d'un conseil restreint (*Council of State*) composé dans sa majeure partie des officiers de l'Armée. Par ailleurs, Cromwell n'était tenu de le convoquer que tous les trois ans, pour une durée minimale de trois mois.

La période qui va de l'institution du *Commonwealth* à la chute du Protectorat onze ans plus tard, est cependant bien plus qu'un « interrègne »<sup>10</sup> : elle peut non seulement être décrite comme un « laboratoire d'expérimentation sociopolitique à ciel ouvert »<sup>11</sup>, mais elle a donné lieu à une intense activité intellectuelle et à une profusion d'interventions écrites dans le débat sur la forme à donner au régime, allant du texte de circonstance au traité de philosophie politique. Cette effervescence a en réalité commencé avant le début du *Commonwealth*. Dès la fin des guerres civiles avaient eu lieu d'âpres débats sur le sort du roi et les droits conférés par le fait d'être né anglais (*birthright*) : en témoignent les deux versions de *The Agreement of the*

---

<sup>6</sup> Sir Thomas Smith, *De Republica Anglorum* (Londres, 1583), Mary Dewar (éd.), Cambridge University Press, 1982.

<sup>7</sup> Luc Borot, « Subject and Citizen : The Ambiguities of the Political Self in Early Modern England », in *Citizenship in the United Kingdom, Revue Française de Civilisation britannique*, XXI-1/2016.

<sup>8</sup> Myriam-Isabelle Ducrocq, « 1649 en Angleterre : la République à inventer », in Y. Bosc, R. Dalisson, J.-Y. Frégné, C. Hamel, C. Lounissi (dir.), *Cultures des républicanismes. Pratiques-représentations-concepts de la Révolution anglaise à aujourd'hui*, Paris, Kimé, 2015, p. 19-23.

<sup>9</sup> On cite aussi *Nihil Novi* de 1505 qui plaçait le roi de Pologne sous le contrôle de la Diète.

<sup>10</sup> Nom par lequel on désigne souvent cette période qui apparaît rétrospectivement comme une interruption dans le long règne des Stuarts (1603-1714).

<sup>11</sup> Voir Luc Borot, dans *Philosophical Enquiries* n°8, Juin 2017.

*People* (1647 et 1649) et *The Officers' Agreement of the People* (1648), manifestes en faveur de la réforme portés par le Niveleur John Lilburne dans le premier cas, et associé à un comité de Niveleurs, d'officiers de l'armée, de gentilhommes issus du parti des Indépendants, et de membres du Parlement dans le second<sup>12</sup>. Suivirent *The Tenure of Kings and Magistrates* (1649) de John Milton légitimant le régicide, l'utopie *The Commonwealth of Oceana* (1656) de James Harrington, *The Excellency of a Free State* (1656) de Marchamont Nedham, dont l'opportunité politique ne fait plus de doute mais dont la postérité est établie, ou bien encore *A Healing Question* de Henry Vane (1656). La période qui suivit la mort d'Oliver Cromwell en septembre 1658, redonna aux « *commonwealthmen* » l'espoir qu'il était encore temps d'établir une « vraie république ». Mais les désaccords étaient grands entre ceux qui croyaient en l'autorité du Long Parlement de 1640 ou en celle du Parlement croupion de 1649, entre l'Armée et les civils, et en dernière instance, entre les tenants d'une république fondée sur l'institution d'un « sénat permanent » composé de membres nommés à vie et les défenseurs d'une république dite « populaire » qui reposait sur l'élection régulière des deux assemblées. Ces désaccords s'expriment dans une éclosion de pamphlets parus à la veille de la Restauration en 1660<sup>13</sup>. C'est probablement à cette période que fut également rédigée l'épuration du *System of Politics* de Harrington, publié après sa mort par John Toland. À ce canon « républicain », on pourrait ajouter *Leviathan* (1651) de Thomas Hobbes, dont nombre d'interprètes pensent qu'il contient en germe les fondements d'une pensée républicaine<sup>14</sup>.

Tous ces écrits ont circulé sous forme imprimée ou manuscrite, ne cessant d'alimenter la flamme d'un idéal républicain (*the good old cause*) après la Restauration en 1660 et jusqu'à la Glorieuse Révolution. Cette période produisit encore des textes républicains mineurs ou majeurs, comme *Plato Redivivus* (1681) de Henry Neville, *The Interest of Princes and States* (1681) de Slingsby Bethel, ou les *Discourses concerning Government* d'Algernon Sidney, rédigés au moment de la crise de l'Exclusion<sup>15</sup>, mais parus de façon posthume en 1689. Sidney est également l'auteur d'un brûlot, les *Court Maxims*, qui n'a été publié que

<sup>12</sup> Philip Baker, Elliot Vernon (dir.), *The Agreements of the People, the Levellers and the Constitutional Crisis of the English Revolution*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2012.

<sup>13</sup> Sur les controverses républicaines de l'année 1659, voir Martin Dzelzainis in Gaby Mahlberg et Dirck Wiemann (dir.), *Perspectives on English revolutionary republicanism*, Farnham, Ashgate, 2014, pp. 15-33.

<sup>14</sup> Citons notamment Franck Lessay, *Souveraineté et légitimité chez Hobbes*, Paris, Presses Universitaires de France, 1988, Blandine Kriegel, *Philosophie de la République*, Paris, Plon, 1998 ; Jeffrey R. Collins, *The Allegiance of Thomas Hobbes*, Cambridge University Press, 2005 ; Christophe Miqueu, « En-deçà de la sujétion : Hobbes et le problème de la citoyenneté », in Jauffrey Berthier, Jean Terrel (dir.), *Nouvelles lectures de Hobbes, Lumières n°10*, Presses Universitaires de Bordeaux, 2007, pp. 107-127.

<sup>15</sup> Il s'agit de la campagne qui se tint au parlement et en dehors, visant à exclure le duc d'York catholique de la succession dynastique (1679-81). La campagne échoua et l'héritier Stuart succéda à son frère Charles II sous le nom de Jacques II. Algernon Sidney fut convaincu d'avoir participé à un complot contre le roi Charles II et fut exécuté en 1685.

récemment, mais qui fut rédigé dans les années 1660, alors que celui-ci se trouvait en exil dans les Provinces Unies<sup>16</sup>. Le contexte dans lequel le manuscrit fut écrit et fut lu des cercles lettrés de Hollande, qui avaient compté et comptaient encore les plus grands esprits, de Descartes à Locke, des frères De La Court à Spinoza, nous indique l'une des voies que les idées républicaines anglaises ont empruntées sur le continent européen. L'expérience humaine et intellectuelle que constitua pour trois de ces républicains leur exil européen à la Restauration fait l'objet de la contribution de Gaby Mahlberg dans ce volume. Elle y montre les réseaux sur lesquels ils purent compter, mais aussi leurs interrogations et celles de leurs hôtes après la faillite de leur cause, la manière dont ils s'imprégnèrent de la culture de leur terre d'élection (qui ne fut pas toujours protestante) et enfin, la dissémination de leurs idées sur le continent.

Sans doute la figure de John Toland a-t-elle joué, au tournant des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles, un rôle majeur dans la constitution d'un corpus républicain et dans la propagation des thèses républicaines anglaises dans les Îles Britanniques, sur le continent et dans les colonies d'Amérique. Ce libre-penseur, personnage véritablement cosmopolite (né en Irlande, éduqué à Glasgow, établi à Londres et faisant de fréquents séjours sur le continent) a édité les *Discourses* d'Algernon Sidney, a publié les mémoires, probablement remaniées, du régicide Edmund Ludlow, *A Voyce from the Watch Tower* (1698) et a consacré une biographie à John Milton. En 1700, Toland faisait paraître à Londres une réédition de l'*Oceana* de James Harrington, accompagné de ses autres textes politiques dont le *System of Politics* qui paraissait pour la première fois, et précédé d'une notice biographique conséquente. Il y incluait également un traité anti-monarchiste de John Hall : *The Grounds and Reasons of the Monarchy* (1650)<sup>17</sup>. Ainsi que le résume Pierre Lurbe : « Peut-être sa contribution la plus originale est-elle de s'être efforcé de redonner cours, dans le langage et la pensée politiques de son temps, à la notion si décriée, car si dangereuse, de république (*commonwealth*). »<sup>18</sup> Blair Worden estime pour sa part que Toland a joué un rôle fondamental dans la fabrication

---

<sup>16</sup> L'historien Blair Worden en a découvert le manuscrit au Château de Warwick. Le texte a été publié pour la première fois en 1996 par les presses de Cambridge, cf. *Les Maximes de la Cour, discutées et réfutées*, introduction et notes Paulette Carrive, trad. Lucien Carrive, Paris, Kimé, 1998. Sur la vie politique sous la Restauration voir Jonathan Scott, *Algernon Sidney and the Restoration Crisis 1677-83*, Cambridge University Press, 1991 ; du même auteur, voir aussi *Algernon Sidney and the English Republic 1623-1677*, Cambridge University Press, 1998.

<sup>17</sup> John Toland, *Raisons de naturaliser les Juifs en Irlande et en Grande-Bretagne*, introduction, traduction et notes de Pierre Lurbe, Paris, Presses Universitaires de France, 1998, pp. 10-11 ; Justin Champion, « Manuscripts of Mine Abroad: John Toland and the Circulation of Ideas, c.1700-1722 », *Eighteenth-Century Ireland / Iris an dá chultúr*, 1999, 14: 9-36.

<sup>18</sup> Pierre Lurbe, *op. cit.*, p. 12. Voir aussi « Les avatars d'un concept : la notion de *Commonwealth* dans la pensée de John Toland » in *James Harrington and the Notion of Commonwealth*, Luc Borot (dir.), collection Astræa n°6, Publications de l'Université Paul-Valéry, Montpellier, 1998.

d'un canon républicain, en rassemblant des auteurs qui, de leur vivant, s'opposaient (Harrington et Milton, Sidney et Ludlow), mais aussi en vidant leur pensée de leur contenu prophétique : « Their ideas reached the eighteenth century in secularized form »<sup>19</sup>. Son œuvre fut poursuivie par John Trenchard et Thomas Gordon dont l'association est à l'origine de la série des *Cato's Letters* parues entre 1720 et 1723. Dans cette collection de pamphlets sous-titrée *An Essay on Liberty Civil and Religious*, les auteurs portaient le masque du stoïcien Caton et opposant de César à la fin de la République romaine, pour fustiger tout ce qui pouvait représenter une atteinte à la liberté civile : une armée permanente au service de la Couronne, l'Église établie et plus généralement la corruption qui leur semblait gangréner la vie politique dans l'Angleterre du premier roi Hanovre, George I<sup>er</sup>.

Est-il possible de circonscrire et de nommer l'aspiration commune de ces penseurs, tant leurs textes varient par la forme comme par le contenu des propositions ? Peut-on en définir l'enjeu principal ? Promouvoir *a minima* la notion de souveraineté du peuple et limiter la prérogative royale par des freins institutionnels ? Proclamer le droit du peuple à choisir ses gouvernants, et partant, à les déposer s'ils paraissaient enfreindre les libertés civiles, ou bien éradiquer la figure du monarque héréditaire ? Organiser la liberté de conscience ou abolir les principaux piliers de la monarchie, l'Église établie, mais aussi l'aristocratie héréditaire ? Élargir le droit de vote, sinon à tous, du moins à un plus grand nombre ? Tendre vers une plus grande égalité par le truchement d'une loi agraire, ou bien encore abolir la propriété privée ? Ici, les points de vue s'affrontent. Dans l'article cité plus haut, Blair Worden estimait que l'on avait sans doute abusé de l'appellation de « républicain », l'étendant au-delà de la stricte revendication d'un gouvernement sans roi, et qu'elle avait servi à réifier un courant reconstitué pièce à pièce<sup>20</sup>. Cependant, il semble qu'il existe aujourd'hui un consensus historiographique pour reconnaître aux penseurs évoqués, au-delà de leur diversité, une communauté de destin. C'est la position adoptée par Jonathan Scott qui défend la nécessité d'embrasser le républicanisme anglais dans toute sa variété : « To understand republicanism as a whole, or even any one text, we need to recover the constellation of ideas informing what came to be known as the 'good old cause' »<sup>21</sup>. Au fil de ses ouvrages, cet historien n'a eu de cesse de remettre en question une approche globale du républicanisme anglais (celle qui émerge des travaux de John G.A. Pocock notamment), qui ferait de James Harrington la

---

<sup>19</sup> Blair Worden, « Liberty for Export: 'Republicanism' in England 1500-1800 », in Gaby Mahlberg et Dirck Wiemann (dir.), *European Contexts for English Republicanism*, Farnham, Ashgate, 2013, p. 28.

<sup>20</sup> Il ne semblait pourtant pas aussi réticent et offensif lorsqu'il signait le chapitre « English Republicanism » dans la somme *The Cambridge History of Political Thought*, J.H. Burns et Mark Goldie (dir.), Cambridge University Press, pp. 443-475.

<sup>21</sup> Jonathan Scott, *Commonwealth Principles*, 2004, p. 5.

figure centrale et emblématique de ce courant. Une telle approche présente l'inconvénient majeur d'ignorer l'apport considérable pour les républicains anglais des penseurs hollandais, héritiers de la révolte des Pays Bas (1566), apport qui s'est fait à la faveur de l'exil des Anglais dans les Provinces Unies.

Etant donné les difficultés inhérentes à la définition de ce courant idéologique, on a beaucoup glosé sur l'appellation qu'il convenait d'utiliser pour le désigner. La division du camp parlementaire entre conservateurs et radicaux (Christopher Hill) semble avoir laissé place à un vocable plus inclusif : mais alors faut-il parler d'une pensée « néo-romaine » ou « républicaine » ? En 2008, Quentin Skinner, tenant de la première appellation, confessait avoir perdu la bataille au profit de la tendance historiographique dominante qui se référait au « républicanisme » (il renvoie notamment aux travaux de Philip Pettit, de Maurizio Viroli et de M.M. Goldsmith)<sup>22</sup>. Si l'on concédait, dès lors, la victoire au vocable de « républicain », était-il possible de voir une vision commune se dégager de positions parfois irréconciliables ? Aussi, au lieu d'une « théorie », d'un « programme », d'une « pensée » s'énonçant dans toute leur cohérence, ne fallait-il pas plutôt parler d'une « mouvance », d'un « courant », d'un « langage », suggérant ainsi la malléabilité des idées républicaines ? Suivant en cela les analyses de l'historien Jonathan Scott, il nous semble qu'il y a tout lieu de parler non pas d'un républicanisme, mais bien *des* républicanismes anglais, appelant de leur vœux non pas *une* République, mais *des* Républiques<sup>23</sup>.

Dès les années 1650-51, en France, dans le sillage de la Fronde, le mouvement bordelais de l'Ormée nous indique que ses protagonistes avaient eu connaissance des idées des Niveleurs anglais, probablement par l'intermédiaire d'émissaires de la République anglaise, tels qu'Edward Sexby<sup>24</sup>. Si ce mode de transmission reste assez exceptionnel, les idées des

---

<sup>22</sup> Quentin Skinner, *Hobbes et la conception républicaine de la liberté*, trad. Sylvie Taussig, Albin Michel, 2009 (*Hobbes and Republican Liberty*, Cambridge University Press, 2008, pp. 7-8).

<sup>23</sup> Cf. Jonathan Scott, « The Rapture of Motion », in Nicholas Philipson et Quentin Skinner (dir.), *Political Discourse in Early Modern Britain*, Cambridge University Press, 1993, p. 139-163 et plus récemment *Commonwealth Principles. Republican Writings of the English Revolution*, Cambridge University Press, 2004, pp. 1-15. L'ouvrage offre notamment une typologie remarquable des républicains anglais autour des notions de « Rebellion », « Constitutions », « Liberty », « Virtue », « Empire ». *The Machiavellian Moment. Florentine Political Thought and the Atlantic Republican Tradition*, Princeton University Press, 1975; *Le Moment machiavélien*, trad. Luc Borot, Paris, Presses Universitaires de France, 1997 et *The Political Works of James Harrington*, Cambridge University Press, 1977, trad. Claude Lefort et Didier Chauvaux, in *Océana*, Paris, Belin, 1997. Les analyses de Jonathan Israel qui identifient le républicanisme anglais à la pensée d'Harrington nous paraissent également rester tributaires de cette approche (*Enlightenment Contested. Philosophy, Modernity and the Enlightenment of Man*, Oxford University Press, 2006, pp. 240-242).

<sup>24</sup> Sur le rôle d'Edward Sexby, « a vector of ideas, one who helped to promote English radical ideas in France », voir notamment Laurent Curelly et Nigel Smith (dir.), *Radical Voices, Radical Ways. Articulating and Disseminating Radicalism in Seventeenth- and Eighteenth-Century Britain*, Manchester University Press, 2016, pp. 19-23 et Olivier Lutaud, *Des Révolutions d'Angleterre à la Révolution française : le tyrannicide & Killing no Murder (Cromwell, Athalie, Bonaparte), essai de littérature comparée*, La Haye, Martinus Nijhoff, 1973.



républicains anglais ont circulé sur le continent par l'intermédiaire de personnes qui entreprirent des voyages volontaires ou contraints, par le biais d'écrits, lettres ou recensions, mais aussi par l'intermédiaire des objets que constituent les livres. On peut ainsi citer l'exemple du « manuscrit Wansleben » découvert à la Bibliothèque universitaire de Poitiers par l'historienne Thérèse-Marie Jallais. Il s'agit d'une partie des œuvres d'Harrington copiée par le savant allemand Johann Michael Wansleben, de mars à mai 1665, alors qu'il séjournait chez le marchand anglais Charles Longland, à Livourne en Italie<sup>25</sup>. Cet artefact nous intéresse pour ce qu'il nous dit des connexions et des voies détournées qui ont permis la circulation des idées républicaines anglaises dans l'espace européen.

Dans le sens inverse, certains sont allés directement au contact de la culture anglaise. Au début du XVIII<sup>e</sup> siècle, l'Angleterre disputait à la France la réputation de « pays le plus éclairé d'Europe » et incarnait la modernité politique et religieuse, les sectes y jouissant d'une relative tolérance. À l'occasion de leur voyage, ils y ont découvert la vitalité du débat public (et scientifique), où circulaient, parmi d'autres, les thèses républicaines. Deux exemples illustres. Celui de Voltaire tout d'abord, en exil en Angleterre de 1726 à 1729, qui publia ses célèbres *Lettres philosophiques*, rebaptisées par la postérité *Lettres anglaises*. Si le philosophe ne cite aucun républicain dans son panthéon (Bacon, Locke, Newton), il loue le combat des Anglais, depuis les guerres civiles, pour gagner leur liberté politique et religieuse (huitième lettre), et admire la liberté d'opinion qui règne à Londres : « Chacun peut faire imprimer ce qu'il pense sur les affaires publiques. Ainsi, toute la nation est dans la nécessité de s'instruire. On n'entend parler que des gouvernements d'Athènes et de Rome ; il faut bien, malgré qu'on en ait, lire les auteurs qui en ont traité »<sup>26</sup>.

Montesquieu offre un autre exemple de la rencontre de la pensée politique continentale avec la pensée républicaine anglaise. En 1729, c'est à son tour d'embarquer à La Haye pour l'Angleterre où il resta deux ans. En 1728, Montesquieu avait entamé un long voyage européen : il s'était rendu en Autriche, en Italie, en Allemagne et aux Pays Bas. Au cours de ses pérégrinations, il a consigné des remarques sur les contrées qu'il a visitées, leurs coutumes, leurs institutions. En Angleterre, il est reçu par des figures de premier plan, dont le vicomte de Bolingbroke qui eut une influence profonde sur lui, il assiste à des débats au Parlement anglais et il se lie d'amitié avec certains croisés en chemin. Lors de son voyage

---

<sup>25</sup> Fonds Pierre-Auguste Dubois, MS 33 « Phillippis MS » Cf. Thérèse-Marie Jallais, « The Wansleben Manuscript of Harrington's Works (1665) » ; Gaby Mahlberg, « Wansleben's Harrington, or 'The Foundations and Modell of a Perfect Commonwealth' » ; Stefano Villani, « A 'republican' Englishman in Leghorn: Charles Longland », in Gaby Mahlberg et Dirck Wiemann (dir.), *European Contexts for English Republicanism*, op. cit., pp. 145-195.

<sup>26</sup> Voltaire, *Lettres philosophiques* (1734), Paris, Garnier Flammarion, 1964, vingtième lettre, p. 132.

d'Angleterre, il fait aussi la « rencontre » d'auteurs du passé, que ses amis lui font découvrir ou redécouvrir : c'est vraisemblablement le cas d'Algernon Sidney et de James Harrington tous deux cités dans le chapitre clé de *L'Esprit des Loix* sur la Constitution d'Angleterre (livre XI, chap. XV)<sup>27</sup>. Le regard qu'il jette sur l'Angleterre et sur son peuple, qu'il juge vénal, est sans complaisance : « Le peuple de Londres mange beaucoup de viande ; cela le rend très-robuste ; mais à l'âge de quarante à quarante-cinq ans, il crève. »<sup>28</sup> Au plan politique, il déclare : « Les Anglais ne sont plus dignes de leur liberté. Ils la vendent au roi ; et si le roi la leur redonnait, ils la lui vendraient encore »<sup>29</sup>. Pourtant, la comparaison entre les pays d'Europe se fait au détriment des cités-Etats italiennes, lesquelles constituaient dans sa jeunesse un modèle politique enviable : « Dans les républiques d'Italie, où ces trois pouvoirs sont réunis, la liberté se trouve moins que dans nos monarchies. », écrit-il dans *L'Esprit des Loix*<sup>30</sup>. Aussi voit-il dans l'Angleterre géorgienne une « république qui se cache sous la forme de la monarchie »<sup>31</sup> incarnant ainsi « une nouvelle voie du républicanisme – républicanisme moderne qui assume, en l'absence de vertu, l'essor des passions et des intérêts. »<sup>32</sup> La notion de « République » se fait et se défait au gré des voyages, se charge d'une épaisseur historique et civilisationnelle.

Aux côtés de ces deux personnages célèbres, combien de figures de second plan ou d'anonymes firent le même voyage, et les mêmes rencontres, physiques, ou métaphoriques avec la culture politique anglaise<sup>33</sup>? Est-il besoin de rappeler qu'en cette fin de XVII<sup>e</sup> siècle et ce début de XVIII<sup>e</sup> siècle, la migration des protestants d'Europe, notamment des huguenots après la Révocation de l'Édit de Nantes, contribua pour beaucoup à la transmission des idées des hommes de lettres anglais, en particulier ceux qui prônaient la liberté de conscience<sup>34</sup>? Parmi ceux-ci se trouvaient des penseurs considérés comme « républicains ». Londres, au même titre que Genève ou Amsterdam, représentait à leurs yeux une terre d'élection,

<sup>27</sup> Une note de lecture datant de la fin 1731 et recueillie dans le *Spicilege* tend à le prouver. Cf. *Spicilege* n.539a in *Œuvres complètes de Montesquieu*, Roland Minuti et Salvatore Rotta (éd.), Oxford, Voltaire Foundation, 2002, p. 476. Nous remercions ici Céline Spector d'avoir attiré notre attention sur ce fragment.

<sup>28</sup> Notes sur l'Angleterre, novembre 1729.

<sup>29</sup> Note du 28 janvier 1730.

<sup>30</sup> Montesquieu, *L'Esprit des Loix*, appareil critique et notes Robert Derathé revu par Denis de Casabianca, Paris, Classiques Garnier, 2011 (1973), XI, chap. VI, p. 169.

<sup>31</sup> Montesquieu, *L'Esprit des Loix*, V, chap. XIX, p. 78.

<sup>32</sup> Céline Spector, « Harrington, James » dans *Dictionnaire Montesquieu*, Catherine Volpilhac-Augier (dir.), ENS de Lyon, septembre 2013 <http://dictionnaire-montesquieu.ens-lyon.fr>

<sup>33</sup> Voir l'étude récente de Pascal Dupuy, « la recherche de l'exotisme : les voyages français à Londres dans la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle », in Bruno Lecoquierre, Éric Wauters (dir.), *Métamorphoses du voyage et de l'exotisme, du XVIII<sup>e</sup> siècle à nos jours*, Mont Saint Aignan, Presses Universitaires de Rouen et du Havre, 2015, pp. 13-24.

<sup>34</sup> Voir par exemple l'étude de Gaby Mahlberg, « Les Juges Jugez, se Justifians (1663) and Edmund Ludlow's protestant network in seventeenth-century Switzerland », *Historical Journal*, 57, 2 (2014), pp. 369-396.

particulièrement entre 1708, où fut voté un acte de naturalisation des minorités religieuses au Parlement anglais et 1711, où il fut abrogé par une majorité Tory. On peut citer l'exemple de Pierre Demaizeaux, biographe de Pierre Bayle et dont le père pasteur originaire d'Auvergne s'était réfugié en Suisse. Installé à Londres en 1699 et naturalisé, il devint l'un des principaux correspondants de périodiques qui paraissaient en langue française, mais qui étaient imprimés et diffusés en Hollande : il en est ainsi des *Nouvelles de la République des Lettres* dont le français Jacques Bernard a repris la publication après Bayle et de la *Bibliothèque britannique ou Histoire des ouvrages des savans de la Grande-Bretagne*<sup>35</sup>.

Nous souhaiterions ici citer le bel ouvrage dirigé par Gilles Bertrand et Pierre Serna, *La République en voyage 1770-1790*, dont l'objet d'études croise le nôtre. En effet, les auteurs déclarent vouloir y tester « l'hypothèse de la naissance d'un voyage républicain, point seulement comme facilité langagière mais comme réalité historique et vécue comme telle par ses protagonistes<sup>36</sup>. » Le postulat de départ s'énonce ainsi :

Une fois que dans un espace la République est née, elle voyage, s'exporte, se diffuse, s'étend inexorablement, pacifiquement lorsqu'elle parvient à convaincre, violemment lorsqu'elle rencontre de la résistance. C'est ce lien qu'il faut interroger, celui de la mobilité intrinsèque de la république moderne qui fait que les États sont « unis » pour toute l'Amérique, laissant planer une indétermination géographique sur ses limites, comme la France fête sa Fédération le 14 juillet 1790<sup>37</sup>.

Cette « indétermination géographique » caractérise en vérité très bien la forme de république que fut le *Commonwealth*, elle qui ne parvint pas à s'implanter sur le sol anglais. De fait, la possibilité de la résurgence d'un modèle républicain sous le Protectorat fit l'objet d'une vive controverse au sein de ceux-là même qui avaient tout d'abord soutenu son institution, et il est significatif qu'une partie des débats portât sur le caractère « exogène » d'une république inspirée des modèles antiques ou même de cités-États étrangères. Le grand poète Milton, thuriféraire du régime et qui voulait entériner le *statu quo* en créant un sénat permanent, n'adressa-t-il pas à Harrington et à ses partisans la critique suivante :

---

<sup>35</sup> Jean Sgard, « Pierre Demaizeaux » et Alain Juillard « Jacques Bernard », in *Dictionnaire des journalistes 1600-1789* <http://dictionnaire-journalistes.gazettes18e.fr>

<sup>36</sup> Gilles Bertrand « Voyage des anciens, voyages des modernes : qu'est-ce qu'un voyage républicain ? », in *La République en voyage 1750-1770*, Gilles Bertrand et Pierre Serna (dir.), Presses Universitaires de Rennes, 2013, p. 37.

<sup>37</sup> Pierre Serna, in *La République en voyage 1750-1770*, p. 410.

The way propounded is plain, easy and open before us without intricacies, without the introduction of new or obsolete forms or terms, or exotic models – ideas that would effect nothing, but with a number of injunctions to all virtue into prescription, servitude and necessity, to the great impairing and frustrating of Christian liberty<sup>38</sup>.

À l'été 1659, Henry Neville, membre du Parlement Croupion, avait en effet soumis un modèle de république fortement inspiré des thèses de Harrington : un système de gouvernement bicaméral, avec renouvellement par tiers des assemblées chaque année<sup>39</sup>. Dans sa critique du projet, Milton hésite entre des arguments de type contingent, à savoir l'immaturation du peuple anglais et son ignorance de la culture républicaine à cette heure, et un argument que l'on pourrait qualifier d'« essentialiste » qui suggère l'impossibilité absolue de pouvoir appliquer des modèles païens en terre chrétienne. Harrington répliqua qu'il ne suffisait pas d'invoquer le nom de «liberté», mais qu'il fallait désormais l'appliquer en Angleterre; ainsi cette valeur deviendrait chrétienne<sup>40</sup>. Mais déjà, les royalistes se tenaient prêts à reprendre le contrôle du pays sous la conduite du général Monck et il n'eut jamais l'occasion d'accomplir ce projet. Pourtant, ces différents types de républiques imaginées à partir de la matrice de 1649 voyagèrent, essaimèrent, se diffusèrent à travers le continent européen et au-delà, grâce à différents vecteurs et différents canaux. Aussi est-il possible d'appliquer le filtre de lecture de Gilles Bertrand et Pierre Serna à la seconde moitié du XVII<sup>e</sup> et à la première moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle, qui servirent aussi de laboratoire au développement des idées républicaines en France bien avant la période révolutionnaire.

Nous publions ici les actes du séminaire qui s'est tenu à l'Institut de Recherches sur la Renaissance et les Lumières à l'Université Paul Valéry de Montpellier de 2015 à 2017. Il sera question du voyage des Républiques anglaises dans l'espace européen, à partir de la période fondatrice des années 1650. Voyage physique tout d'abord : celui des républicains en exil ou

---

<sup>38</sup> John Milton, « The Ready and Easy Way to Establish a Free Commonwealth », in *John Milton*, op. cit., p. 344.

<sup>39</sup> Ce projet était probablement issu des travaux du *Rota* (en référence au principe fondamental de la rotation des mandats), club de débats qui s'est réuni à Londres au cours de l'année 1659. Cf. Hugh F. Russell Smith, *James Harrington and his Oceana*, Cambridge University Press, 1914, pp. 99-108.

<sup>40</sup> James Harrington, « The Ways and Means Whereby an equal and lasting Commonwealth may be suddenly introduced with the free consent and actual confirmation of the whole people of England », in *Political Works*, John G.A. Pocock (éd.), p. 826. Cf. Myriam-Isabelle Ducrocq, « La controverse Harrington/Milton : perspectives sur le républicanisme anglais pendant l'Interrègne », in Bernard Graciannette, Christophe Miqueu, Jean Terrel (dir.), *James Harrington et la tradition républicaine en Angleterre*, Presses Universitaires de Bordeaux, 2014, pp. 99-116.

de personnes aux sympathies républicaines en simple déplacement sur le continent, voyage de découverte vers l'Angleterre, spécifiquement motivé par un intérêt pour sa culture politique, voyage également des livres emportés avec soi. Voyage métaphorique ensuite : celui des thèmes, des références, des idées, parfois véhiculées par la traduction, qui s'incorporent à une nouvelle manière de penser.

Des travaux récents ont en effet souligné la centralité de la traduction dans « l'espace critique des Lumières »<sup>41</sup>. En France, l'ouverture à la culture européenne, aux lumières anglo-écossaises, à l'*Illuminismo* italien ou espagnol, ou bien encore à l'*Aufklärung*, se signale par une multiplication des traductions d'auteurs étrangers dans tous les champs de la connaissance<sup>42</sup>. Cet essor s'accompagne du déclin du latin, dans lequel on avait traditionnellement écrits ou traduits les textes pour les rendre accessibles à un public lettré, et tandis qu'on traduisait surtout des auteurs du passé, on traduit désormais beaucoup plus d'auteurs contemporains, ou modernes. Dans la masse des traductions en langue française, l'on trouve une majorité d'auteurs anglais<sup>43</sup>, et parmi ceux-ci des penseurs, qui furent parfois des acteurs de la Première Révolution anglaise (1642-1660)<sup>44</sup>. Un exemple de ces pratiques est la traduction par Pierre-François Samson des *Discours sur le Gouvernement civil* d'Algernon Sidney, qui paraît en 1702 aux Pays Bas, terre d'accueil pour les dissidents politiques et religieux. Au cours du siècle, on réédite les œuvres de Sidney (en 1755 et 1794), tout en traduisant les œuvres de Nedham, de Toland ainsi que de Gordon et Trenchard. Dès le début de la Révolution française, le Comte de Mirabeau œuvra beaucoup pour diffuser les idées républicaines anglaises en France, en faisant traduire ou en traduisant lui-même le pamphlet américain contre la noblesse *Considérations sur l'Ordre de Cincinnatus* (1788), *Sur la Liberté de la presse* de John Milton (traduit de l'*Areopagitica*, 1789), sa première *Défense du peuple anglais* traduit sous le titre de *Théorie de la royauté après la doctrine de Milton* (J. B. Salaville pour Mirabeau, 1789 et 1791) ou bien encore l'*Histoire d'Angleterre* de Catharine Macaulay (Mirabeau et Guiraudet, 1791). James Harrington, lui, ne fut traduit

---

<sup>41</sup> Raymonde Monnier, « Traduction, transmission et révolution : enjeux rhétoriques de la traduction des textes de la conception républicaine de la liberté autour de 1789 », *Annales historiques de la Révolution française*, n°364, avril-juin 2011, p. 40.

<sup>42</sup> Fania Oz-Salzeberger, « The Enlightenment in Translation: Regional and European Aspects », in *European Review of History* 13:3, 2006, p. 385-409.

<sup>43</sup> Antoine Berman, *Jacques Amyot, traducteur français. Essai sur les origines de la traduction en France*, Paris, Belin, 2012 (1991), p. 232. Cf. Antoine Berman, *L'Épreuve de l'étranger. Culture et tradition dans l'Allemagne romantique*, Paris, Gallimard, 1984, chap. II.

<sup>44</sup> L'historienne britannique Rachel Hammersley a dressé une liste très complète des traductions françaises d'ouvrages républicains anglais à partir de 1652. Elle prend toutefois le terme de « républicain » dans un sens très large, puisqu'elle y inclut Locke et Shaftesbury, ainsi que Bolingbroke, chef de l'opposition *Tory* sous le long « règne » de Robert Walpole (1722-1742). Cf. *The English Republican Tradition and Eighteenth-Century France. Between the Ancients and the Moderns*, Manchester University Press, 2010.

qu'en l'an III de la République. De fait, Il existe des traductions « fantômes » de son *Oceana* qui seraient parues en 1747 et 1789<sup>45</sup>, mais dont on n'a pu retrouver la trace. Ces traductions, nous semble-t-il, reflètent un paradoxe : l'intérêt du public français pour un auteur dont on connaissait les principales thèses sans l'avoir nécessairement lu, jusqu'à ce que, à la faveur des circonstances des traducteurs et des éditeurs se lancent dans l'entreprise de traduire et de publier ses textes. Dans ce volume, Raymonde Monnier analyse les enjeux historiques et politiques qui ont conduit Pierre-François Henry à entreprendre la traduction complète des *Œuvres politiques* de Jacques Harrington sous la Convention.

Or, la fécondation de la pensée des Lumières, et des Lumières françaises notamment, par la pensée républicaine anglaise est longtemps restée ignorée. C'est pourquoi le titre de l'ouvrage d'Annie Jourdan reprenait sur le mode interrogatif, dix ans après, le titre de l'ouvrage collectif paru dans le sillage du bicentenaire et devenu classique *Révolution et République : l'exception française*<sup>46</sup>.

De fait, de ce côté-ci de la Manche, quelque deux cents ans après son déclenchement, on paraissait avoir oublié presque tout à fait que la Révolution et la République françaises avaient pu avoir des racines étrangères. Une exception notable cependant, celle d'Olivier Lutaud, angliciste de formation, spécialiste de la première Révolution anglaise, et auteur de plusieurs ouvrages comparatistes entre les deux révolutions, comme s'il fallait un décentrement initial – en l'occurrence étudier un domaine étranger, être de culture francophone et enseigner à l'étranger ou bien encore être de culture anglophone et enseigner en France – pour pouvoir être à même de percevoir les échos qu'il y avait eu entre, d'une part les révolutions d'Angleterre du XVII<sup>e</sup> siècle, mais aussi de Suisse, du pays batave, des Provinces Unies ou de Pologne, et de l'autre la révolution de France<sup>47</sup>. C'est encore à la sagacité de chercheurs et de chercheuses comme Luc Borot, Christine Fauré et Raymonde Monnier, tous trois présents dans ce volume, que l'on doit d'avoir identifié et brisé cet entre

---

<sup>45</sup> Joseph Dedieu évoque ainsi « Les Océana, 1737 ». Cf. *Montesquieu et la tradition politique anglaise*, Paris, J. Gabalda, 1909. Il doit s'agir en fait de la recension de la réédition des œuvres d'Harrington (Londres, chez Millar, 1737) dans *La Bibliothèque britannique ou Histoire des Ouvrages des savans (sic) de la Grande-Bretagne*, avril-mai-juin 1737, t. neuvième, première partie, La Haye, Pierre de Hondt.

<sup>46</sup> Michel Vovelle (dir.), *Révolution et République : l'exception française*, Paris, Kimé, 1994. Le titre de l'introduction se fait plus précis : « La République ou l'exception française ». L'argument central est en partie fondée sur la perception que nombre d'acteurs de la Révolution se faisaient de leur rôle comme premiers républicains du monde moderne. Par ailleurs, le *Dictionnaire critique de la Révolution française* (François Furet et Mona Ozouf (dir.), Paris, Flammarion, 1988) contient une section sur la Révolution américaine, mais aucune sur la Première Révolution anglaise. Signalons toutefois dans ce volume la contribution notable d'Ann Thomson : « La Référence à l'Angleterre dans le débat autour de la république ».

<sup>47</sup> Olivier Lutaud, *Des Révolutions d'Angleterre à la Révolution française. Killing No Murder (Sexby) et le Tyrannicide. Essai de littérature politique comparée*, La Haye, 1978 ; « Emprunts de la Révolution française à la Première Révolution anglaise », *RHMC*, 37, 1990, pp. 589-607.

soi franco-français. Aussi, celle qui s'est livrée au travail d'édition des manuscrits de l'abbé Sieyès, soulignait-elle à la fin des années 1990 :

Quelles que soient la force et les particularités des événements révolutionnaires français, Sieyès a tissé avec l'histoire occidentale des théories politiques, des liens qu'on ne peut continuer à ignorer au nom d'une exception française<sup>48</sup>.

Dans ce volume, elle revient sur l'hypothèse d'un « moment harringtonien » de la pensée de Sieyès, formulée à partir de l'examen approfondi de ses textes. Plus généralement, il convient de replacer la Révolution française, quelle que fût sa singularité, dans la longue durée d'une tradition républicaine européenne et dont les racines plongent dans la pensée politique de la Renaissance. Anna Grześkowiak-Krwawicz, historienne de l'idéologie républicaine dans la République nobiliaire des deux nations de Pologne et de Lituanie, traite ici de la « rencontre » entre la tradition polonaise et le modèle de gouvernement anglais dans la seconde moitié du XVIIIe siècle. Mais, il se peut que cette rencontre soit une rencontre manquée, car en réalité, au moment de l'irruption révolutionnaire et de l'élaboration d'une pensée républicaine anglaise vers le milieu du XVIIe siècle, l'idéologie de la République nobiliaire s'était déjà stabilisée, voire « sclérosée ». Ce n'est qu'au siècle suivant que les penseurs polonais, animés d'une volonté de réforme, se sont tournés vers le modèle politique anglais qui est alors devenu un repère incontournable dans la seconde moitié du XVIIIe siècle.

À la fin du XX<sup>e</sup> siècle, dans la période suivant les commémorations du bicentenaire, l'imagerie dominante restait en effet celle de la Révolution comme un phénomène purement national, si ce n'est un événement provoqué par génération spontanée. Pourtant, cela n'avait pas toujours été le cas et l'on doit souligner que dans les années 1930, plusieurs études avaient été consacrées aux origines étrangères de la Révolution française et à l'héritage intellectuel des penseurs anglais, avant d'être délaissées<sup>49</sup>.

Parallèlement, l'essor des études sur le républicanisme à partir des pays anglophones dans la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle, a largement contourné le continent européen. À partir des travaux sur le renouveau de l'idéal républicain dans l'Italie de la Renaissance par l'historien américain Zera Fink et l'historien allemand émigré aux Etats-Unis, Hans Baron, les

---

<sup>48</sup> Introduction à *Des Manuscrits de Sieyès 1778-1799*, Christine Fauré (éd.) avec Jacques Guilhaumou et Jacques Valier, Paris, Honoré Champion, 1999, vol. I, pp. 44-45.

<sup>49</sup> Sten B. Liljegren (éd.), *Introduction to A French Draft Constitution of 1792 Modelled on James Harrington's Oceana*, Lund, C. W. K. Gleerys, 1932, pp. 44-79; Daphne Trevor, « Some Sources of the Constitutional Theory of the abbé Sieyès: Harrington and Spinoza », *Politica*, 1935, pp. 325-42; Don M. Wolfe, « Milton and Mirabeau », *Publications of the Modern Languages Association of America* 49, 1934, pp. 1116-28.

historiens Caroline Robbins et John G.A. Pocock ont recherché les origines de la Révolution américaine, bien au-delà de la Glorieuse Révolution<sup>50</sup>. Ces travaux s'inscrivaient dans une entreprise de révision de l'historiographie *whig* qui faisait de la Révolution américaine l'aboutissement d'une tradition allant des premières chartes médiévales à la Déclaration des droits de 1688, prolongée par les théories contractualistes héritées du droit naturel. Dans le même temps, l'historien John Dunn dépeignait John Locke comme un homme résolument ancré dans le XVII<sup>e</sup> siècle, dont la vision du monde n'avait pu marquer de son empreinte la pensée des Lumières et de la Révolution américaine<sup>51</sup>. Ainsi que l'a formulé l'historienne Joyce Appleby :

Room had been made for the study of previously neglected groups: Skinner's *de facto* theorists, Laslett's patriarchalists, and above all, Pocock's civic humanists. With Locke's political rationalism in eclipse, Anglo-American political thought could be reclaimed for the Renaissance, leaving liberalism bereft of roots<sup>52</sup>.

Ainsi, aux côtés d'une tradition de pensée dite « libérale », centrée sur la liberté de l'individu, ces auteurs mettaient en évidence la tradition du « républicanisme classique » dans laquelle chaque citoyen était prêt à prendre les armes pour défendre sa patrie et le bien public. En outre, ils traçaient un axe qui allait des cités-États d'Italie à l'Amérique jeffersonienne. En chemin, se tenait l'Angleterre du XVII<sup>e</sup> siècle, et les soubresauts de ses deux Révolutions qui avaient ravivé le souvenir du « républicanisme classique ». Cette fresque de vaste ampleur qui, par la force de sa thèse, a eu le mérite de nourrir des générations d'historiens, a fait depuis l'objet d'un examen critique. Ces commentaires portent sur trois points principaux : son ampleur géographique, sa teneur idéologique et la terminologie employée. Parce que leur perspective restait essentiellement anglo-saxonne, une telle lecture laissait de côté d'autres

---

<sup>50</sup> Zera Fink, *The Classical Republicans. An Essay in the Recovery of a Pattern of Thought in Seventeenth Century England*, Evanston (Illinois), Northwestern University Press, 1945; Hans Baron, *The Crisis of the Early Italian Renaissance : Civic Humanism an Republican Liberty in an Age of Classicism and Tyranny*, Princeton University Press, 1955, 2 vols. ; Caroline Robbins, *The Eighteenth Century Commonwealthmen*, 1958 ; John G.A. Pocock, *The Machiavellian Moment*, op. cit.

<sup>51</sup> John Dunn, *John Locke's Political Thought: An Historical Account of the Argument of the Two Treatises of Government*, Cambridge University Press, 1969.

<sup>52</sup> Joyce Appleby, *Liberalism and Republicanism in the Historical Imagination*, Harvard University Press, 1992, pp. 125-126. Voir aussi l'analyse de Quentin Skinner dans *Liberty before Liberalism*, Cambridge University Press, 1998. Appleby se réfère également aux travaux suivants : Quentin Skinner, *The Foundations of Modern Political Thought*, Cambridge University Press, 1978, 2 vols.; *Hobbes and Republican Liberty*, Cambridge University Press, 2008; Sir Robert Filmer, *Patriarcha and Other Political Works*, introduction de Peter Laslett (éd.), Oxford University Press, 1949, pp. 1-43; Gordon J. Schochet, « Sir Robert Filmer: Some New Bibliographies », *The Library*, fifth series, vol. XXVI, 1971, pp. 135-160.



courants de pensée importants, tel que le jusnaturalisme, bien que la chose soit en partie assumée, mais aussi des figures centrales de la pensée politique moderne, comme les penseurs de la souveraineté Jean Bodin et Thomas Hobbes. Ainsi, pour les auteurs de *Républicanismes et droits naturels à l'époque moderne*, le paradigme du républicanisme classique d'inspiration néo-romaine identifié par Pocock a été appliqué à tort à l'ensemble de l'Europe, laissant de côté d'autres sources d'inspiration majeures : l'idéal athénien de démocratie, le nominalisme, mais surtout, la longue tradition des droits naturels qui a ouvert la voie à des propositions visant à promouvoir plus de démocratie et d'égalité entre les individus, au moment de la Première Révolution anglaise et de la Révolution française.<sup>53</sup> Enfin, on a pu contester l'emploi des étiquettes de « républicain classique », « néo-machiavélien », « néo-romain », voire « néo-harringtonien » qui, appliquées à des penseurs appartenant à des pays et à des époques différents ont pu paraître anhistoriques ou réductrices.

L'on observe cependant, depuis quelques années, une nette volonté d'élargir la perspective dans la façon d'aborder l'histoire de la pensée politique à l'époque moderne. Cette « nouvelle approche » intègre une dimension européenne et résolument comparatiste. Il est désormais communément admis que les grands débats philosophiques, ainsi que les grands moments de l'action politique, ne sont pas apparus dans des contextes strictement nationaux, mais se sont nourris de la circulation des idées à travers les époques et les frontières, grâce à des personnes, des réseaux, véhiculant des livres, des écrits. En témoigne la parution toute récente d'*Une Histoire mondiale de la France*, qui s'inscrit dans ce nouveau historiographique et entend rompre avec une approche strictement hexagonale et fermée : « En l'abordant par le large [l'objet « histoire de France »] renouant avec l'élan d'une historiographie de grand vent, elle cherche à ressaisir sa diversité. »<sup>54</sup> A cet égard, nous devons citer des travaux pionniers qui, dans les années 1960, se sont attachés à mettre en réseau les révolutions politiques, économiques, culturelles du XVIII<sup>e</sup> siècle, de part et d'autre de l'Atlantique : il s'agit de *The Age of the Democratic Revolution* de Robert R. Palmer et *Les Révolutions* de Jacques Godechot. L'ouvrage du grand historien britannique Eric Hobsbawm *The Age of Revolution. Europe 1789-1848* examinait la manière dont la « dual revolution », c'est-à-dire, la révolution industrielle en Grande Bretagne et la révolution politique en France,

---

<sup>53</sup> Marc Belissa, Yannick Bosc et Florence Gauthier (dir.), *Républicanismes et droits naturels à l'époque moderne. Des humanistes aux révolutions de droits de l'homme et du citoyen*, Paris, Kimé, 2009.

<sup>54</sup> Patrick Boucheron (dir.), *Une Histoire mondiale de la France*, Paris, Seuil, 2017, introduction, p. 8.

avait façonné notre monde contemporain<sup>55</sup>. En 2002 la somme *Republicanism. A Shared European Heritage*<sup>56</sup> marquait une nouvelle étape. Son sous-titre indiquait un déplacement d'une perspective exclusivement transatlantique vers l'est et vers le sud de l'Europe et traduisait la volonté des auteurs de mettre au jour un fonds commun de concepts politiques en circulation sur le continent. Nous devons en effet à Quentin Skinner et Martin Van Gelderen d'avoir rassemblé les contributions de certains des meilleurs spécialistes de l'histoire de la pensée politique des Pays Bas, de la Pologne, de l'Italie ou de l'Allemagne, sans l'éclairage desquels il n'est pas possible d'obtenir une vision panoptique de la pensée républicaine à l'époque moderne. Ajoutons également que c'était l'un des premiers ouvrages à prendre en compte les racines hébraïques et hollandaises des idées républicaines anglaises<sup>57</sup>. Pourtant, sur les trente chapitres que compte l'ouvrage, peu d'entre eux adoptent une approche transnationale<sup>58</sup> et l'article consacré aux racines du républicanisme sous l'Ancien Régime ne cite Sidney et Harrington qu'une seule fois<sup>59</sup>. L'ouvrage collectif récent dirigé par Gaby Mahlberg et Dirk Wiemann accorde une importance plus grande aux réseaux grâce auxquels les idées républicaines anglaises ont pu transiter sur le continent<sup>60</sup>.

Au cours des dernières années les historiens ont donc commencé à explorer de façon plus systématique le « voyage des Républiques anglaises sur le continent européen » et les mille-et-unes manières dont la pensée républicaine anglaise a pu laisser son empreinte sur les Lumières françaises. En Angleterre, Rachel Hammersley mène depuis plusieurs années des recherches novatrices sur la réception du républicanisme anglais, à partir de la redécouverte à la Bibliothèque Nationale de France du texte intitulé *Idées sur l'espèce de gouvernement populaire qui pourrait convenir à un pays de l'étendue et de la population de la France*. Tandis que Sven B. Liljegren attribuait le texte à Théodore Lesueur, Rachel Hammersley avance que l'auteur en est plus certainement Jean-Jacques Rutledge, un Français d'ascendance irlandaise, et que le document qu'elle rapproche de *The Humble Petition* de 1659, constitue le

<sup>55</sup> Robert R. Palmer, *The Age of the Democratic Revolution*, Princeton University Press, 2 vols. 1959 et 1964; Jacques Godechot, *Les Révolutions*, Presses Universitaires de Grenoble, 1963 ; Eric Hobsbawm, *The Age of Revolution. Europe 1789-1848*, Weidenfeld & Nicolson (UK), World Publishing (US), 1962.

<sup>56</sup> Quentin Skinner, Martin Van Gelderen (dir.), *Republicanism. A Shared Common Heritage*, Cambridge University Press, 2002, vol. 1 « Constitutionalism and Republicanism in Early Modern Europe »; vol. 2 « The Values of Republicanism in Early Modern Europe ».

<sup>57</sup> Voir les chapitres de Wyger R.E. Velema, de Martin Van Gelderen et de Lea Campos Boralevi dans le deuxième volume.

<sup>58</sup> Les exceptions sont Martin van Gelderen, « Aristotelians, Monarchomachs and Republicans: Sovereignty and *respublica mixta* in Dutch and German Political Thought, 1580-1650 », pp. 195-218, H. E. Bodeker « Debating the *respublica mixta*: German and Dutch political Discourses around 1700 », pp. 219-246 and Fania Oz-Salzerberg, « Scots, Germans, Republic of Commerce », pp. 197-226.

<sup>59</sup> J. K. Wright, « The Idea of a Republican Constitution in Old Régime France », p. 297.

<sup>60</sup> Gaby Mahlberg, Dirk Wiemann (dir.), *European Contexts for English Republicanism*, op. cit., et *Perspectives on English revolutionary republicanism*, Farnham, Ashgate, 2014.

socle d'« un projet cordelier concerté »<sup>61</sup>. Dans le présent volume, l'historien de la Révolution française Yannick Bosc discute les thèses de Rachel Hammersley, inscrites selon lui dans un « dispositif idéologique qui vient de la Guerre froide [...] développé par Hannah Arendt qui oppose une bonne et une mauvaise révolution ». Repris par les historiens François Furet et Keith Baker, ce dispositif aurait pour but d'exclure définitivement Robespierre et les Jacobins d'une filiation républicaine anglaise. On peut par ailleurs citer le travail récent de la philosophe italienne Miryam Giargia sur les rapports étroits entretenus par Rousseau avec la pensée politique anglaise et britannique<sup>62</sup>. L'une des médiations par lesquelles les thèses des républicains anglais du XVII<sup>e</sup> siècle sont parvenues dans la France de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle a été le débat au sein même de la mouvance whig, qui se scinde en deux sous l'effet de la Révolution : entre ceux qui, à la suite d'Edmund Burke, réproouvent dès 1789 le processus à l'œuvre, et les plus radicaux d'entre eux, tels Richard Price, Joseph Priestley ou l'historienne Catharine Macaulay, qui saluent au contraire les principes universels portés par la Révolution. Or, là encore, les frontières étaient poreuses et les échanges multiples : Marat avait vécu en Angleterre dans les années 1760-70, période de grande agitation radicale autour de la figure de John Wilkes, et il semble que la découverte du pouvoir d'une presse libre ait joué un rôle fondamental dans la formation du rédacteur de *L'Ami du Peuple*<sup>63</sup> ; de l'autre côté, les radicaux anglais, au premier rang desquels Mary Wollstonecraft et Thomas Paine, sont venus voir la nation révolutionnaire et y ont tissé des liens. Pour Eugenio Capozzi, spécialiste des héritages de la pensée politique et institutionnelle anglaise en Europe, la question est de savoir si, aux premières heures de la Révolution française, il restait du républicanisme anglais autre chose qu'un « sentiment » et des « slogans » fonctionnant comme « code d'identification » entre les radicaux et comme moyen de légitimer historiquement leurs prises de position dans le débat public.

En France, parmi les études récentes qui témoignent de l'intérêt pour la dissémination des idées républicaines anglaises sur le continent, l'on peut citer les travaux de Thérèse-Marie

---

<sup>61</sup> Rachel Hammersley, « *The Commonwealth of Oceana* : un modèle pour la France révolutionnaire ? », *Annales historiques de la Révolution française* [En ligne] 342 | octobre-décembre 2005 ; *French Revolutionaries and English Republicans: The Cordeliers Club, 1790-1794*, Woodbridge, Boydell Press, 2005 ; *From Constitution-Builders to Radical Democrats: Neo-Harringtonians in Eighteenth-Century America and France. 1650-1850: Ideas, Aesthetics, and Inquiries in the Early Modern Era* 2005, 11, 315-343 ; *The English Republican Tradition and Eighteenth-Century France: Between the Ancients and the Moderns*, Manchester University Press, 2010. L'historienne défend l'idée que les Cordeliers ont donné aux idées de Harrington une orientation plus radicale que chez leur auteur : elle y voit le ferment d'une pensée démocratique sous la Révolution.

<sup>62</sup> Miryam Giargia, *Disuguaglianza e virtù. Rousseau e il repubblicanesimo inglese*, Milan, LED, 2008.

<sup>63</sup> Ces échanges intellectuels font l'objet du travail de thèse de Nigel Ritchie (Queen Mary University London) rencontré à l'occasion du colloque inaugural du *Franco-British network for 17<sup>th</sup> and 18<sup>th</sup> century research* : « Channel Connections: economic, social, cultural and intellectual transfer and contrast between France and the British Isles 1600-1800 », org. Anna Jenkin, 11-12 Septembre 2014, Humanities Research Centre, Sheffield.

Jallais qui, à l'occasion de la découverte du manuscrit Wansleben à la Bibliothèque Universitaire de Poitiers, a entrepris d'enquêter sur les canaux qui ont permis la diffusion d'un républicanisme de type harringtonien en France et en Italie. Les travaux de Raymonde Monnier sur les « mots » et le langage de la politique des Lumières ont permis de mettre en évidence l'empreinte du républicanisme anglais en France et l'émergence d'une tradition républicaine préexistant à l'irruption de la Révolution française. De même, les travaux de François Quastana sur Mirabeau, grand lecteur et traducteur des républicains anglais, ont contribué de manière significative à dégager dans la France des Lumières « cette autre tradition anglaise, la tradition républicaine »<sup>64</sup>, dont il nous parle ici. En 2013 il a codirigé avec Pierre Serna un numéro de revue qui, pour la première fois, donnait la mesure de l'ampleur de la tradition républicaine anglaise dans la France des Lumières et de la Révolution<sup>65</sup>. Stéphanie Roza nous livre ici une étude de la pensée historique d'Antoine Barnave, acteur important du début de la Révolution française, à partir de ses manuscrits partiellement publiés. Elle y montre comment, aux côtés de Montesquieu, les penseurs du *Commonwealth* font figure de sources importantes, notamment grâce à la médiation des Lumières écossaises. Ces contributions que nous sommes heureux de vous présenter ici sont autant de témoignages des interpénétrations culturelles et intellectuelles auxquelles la circulation des personnes et des idées d'un pays à l'autre n'ont jamais cessé de donner lieu.

Chemin faisant, nous ne nous sommes pas seulement intéressés à la transmission des idées d'un pays à l'autre, d'un siècle à l'autre, mais aussi à la manière dont ces idées ont été reçues, interprétées et mobilisées à des fins politiques et idéologiques, dans des contextes historiques donnés. Pour cela, nous avons voulu tenir compte des réflexions d'historiens, de philosophes, de littéraires, d'anthropologues, de sémioticiens qui, par leurs apports théoriques, ont renouvelé la façon dont se pratiquait l'histoire des idées au milieu du XX<sup>e</sup> siècle. Ainsi, en 1945 Robin Collingwood dénonçait une approche par trop mécanique, centrée sur les notions d' « influence » et d' « emprunt ». Une telle approche n'est plus de mise. Nous considérons la République comme un « concept nomade », selon la définition qu'en donne Olivier Christin dans son *Dictionnaire*. A ce titre, nous pensons que le vocable aurait mérité d'y figurer, aux côtés de ceux d' « absolutisme » ou d' « Ancien Régime ». Cet ouvrage se donne en effet pour

---

<sup>64</sup> François Quastana, *La Pensée politique de Mirabeau (1771-1789). Républicanisme classique et régénération de la monarchie*, Presses Universitaires d'Aix-Marseille, 2007.

<sup>65</sup> François Quastana, Pierre Serna (dir.), « Le républicanisme anglais dans la France des Lumières et de la Révolution. Mesure d'une présence », *Cahiers de l'Institut d'Histoire de la Révolution française*, n°5, 2013 [en ligne].

objet d'étude « un espace européen en sciences sociales » et les conditions historiques et culturelles d'émergence et d'utilisation des concepts:

Certes, les mots voyagent [...] mais ces transferts ne sont jamais innocents ; ils interviennent eux aussi dans des contextes bien précis et servent des acteurs et des fins spécifiques. Déracinés et rebaptisés, les mots et les concepts voyagent, mais confirment justement dans le tracés de leurs tribulations leur caractère de production historique et de produit local. Ceux qui les emportent et les importent le savent bien, qui choisissent en les annexant de nommer ce qui n'était pas dit, de faire exister une chose nouvelle, d'afficher leur étrangeté à ce qui les entoure [...] <sup>66</sup>.

Cette description nous paraît décrire à merveille le processus de transfert par lequel le mot et le concept de « République », venu du latin, à travers ses variantes italiennes, polonaises, hollandaises ou saxonnes, a pu essaimer à travers le continent, se transformant au passage, pour penser les questions politiques brûlantes du moment.

---

<sup>66</sup> Olivier Christin (dir.), *Dictionnaire des concepts nomades*, t. I, Paris, Métailié, 2010, pp. 15-16.